

PLUS JAMAIS ÇA : POUR UNE SORTIE DE CRISE DURABLE

Par Serge Zafimahova, Président du CDE

Le nouvel an offre l'opportunité de faire un bilan et de se pencher sur l'avenir du pays. En effet, on peut regretter les événements de l'année passée, avec leurs violences qui ont généré toutes ces destructions, ces incendies et surtout toutes ces victimes, tombées parce que réclamant ce que tout peuple a toujours exigé et revendiquera : le travail, la justice sociale, la liberté d'expression et les droits fondamentaux de tout homme. Au-delà de la sortie de crise politique à court terme, on se doit désormais de prendre le temps d'une réflexion de fond, sans tabou, pourquoi des crises politiques cycliques au moment où l'économie semble prendre son envol : 1972, 1991, 1996, 2002, 2009 ? Vouloir régler la crise uniquement par des élections est une erreur déjà commise par le passé... Pour que les élections soient une solution viable, il faut aussi programmer le temps de débattre sur des questions fondamentales comme comment vivre ensemble et à partir de là, voir quelle structure étatique serait la plus adaptée. Les événements 2009 devaient être la dernière crise d'une alternance politique par la rue ; pour cela, il nous faut commencer à exorciser le mal qui mine la société malgache. Ce qui nécessite un dialogue consensuel et inclusif au niveau des quatre Mouvements qui regroupent les forces politiques.

Le règlement de la crise politique ne doit se faire ni par la force des armes, ni par la violence des mots, ni par la désinformation mais uniquement à travers le dialogue consensuel « *marimaritra iraisana* », dans le respect mutuel et la compréhension réciproque. Cela signifie que chaque partie doit faire des concessions. Sans être la panacée, les accords de Maputo I et II ainsi que l'Acte additionnel d'Addis Abeba constituent un cadre de référence crédible. Ces derniers ne sont pas des solutions exportées de l'extérieur mais bien une architecture réfléchie par des nationaux et soutenue par la communauté internationale pour répondre aux crises cycliques devenues structurelles. Pour que les accords politiques signés soient viables, il faut que chacun respecte ses engagements et que l'on cesse les manœuvres irresponsables et partisans pouvant amener au chaos sur fond de manipulation ethnique, religieuse ou xénophobe. Les membres du Gouvernement d'Union Nationale proposés par les Mouvements doivent être des personnes crédibles et compétentes respectueuses des intérêts du pays et non des va-t-en-guerre.

Les girouettes de la politique malgache, toujours prompt à suivre le sens du vent, sont parmi les éléments de blocage de l'application des Accords signés. Après avoir servi avec beaucoup de zèle les différents régimes successifs dont l'avènement de l'ancien Président Ravalomanana, les voici distillant des pseudos-discours dont la malhonnêteté intellectuelle et la servilité à des intérêts étrangers sont édifiantes. Au-delà des différences politiques, les forces vives se doivent de partager une vision de développement intégrant la maîtrise des relations internationales et non se faire instrumentaliser par des intérêts extérieurs comme l'actuel régime. Il y a, en effet, toutes ces manigances et intrigues distillées comme un venin au sein de la société malgache pour semer la discorde et la zizanie. Il y a celles ourdies par certains intérêts internationaux avec la complicité de quelques intérêts nationaux dont le cynisme n'a d'égal que leur cupidité et mépris des intérêts du pays. Ils sont là, infiltrant le pouvoir, prêts à tout, agissant en prédateur des richesses du pays, au mépris de l'intérêt général et des générations futures.

La tenue des élections est incontournable mais les tentatives de manipulations électorales comme par le passé sont contraires aux principes d'une élection juste et transparente. En guise d'illustration, nous donnons des chiffres officiels, à fin décembre 2008 : sur une population totale recensée de 21.386.245, on a 7.615.333 personnes inscrites sur les listes électorales, la population identifiée sans carte d'identité est de 3.073.637 et celle sans acte d'état civil est de

7.166.206. Il faut aussi inscrire, les jeunes qui ont eu 18 ans au 1^{er} janvier 2009 jusqu'aux élections. Rien que sur cette base, les élections du 20 Mars 2010 ne sont pas crédibles et sont une fuite en avant. Pour permettre de connaître l'expression réelle des citoyens, il faut s'assurer de l'existence d'une liste électorale fiable, de l'égalité de chance des candidats à l'élection, de la régularité des opérations électorales, de la sincérité et de la liberté du vote, de l'égalité d'accès aux médias ainsi que de la neutralité stricte de l'administration. Il convient de donner à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) tous les pouvoirs nécessaires pour accomplir sa mission, d'organiser et de superviser les élections d'amont en aval. Cette organisation des élections, pour être crédible et incontestable, doit se faire dans le consensus et sans précipitation.

La réconciliation ou « *fampihavanana* » est incontournable pour résoudre durablement la crise politique. Le *Fampihavanana* est un système rituel de règlement de litiges avec pour objectif la réconciliation, après aveu, pardon et compensation. Le *Fampihavanana* conduit au raffermissement des liens communautaires ou « *fihavanana* ». L'instauration de la sérénité et de la concorde au sein de la population requiert tant la réparation des erreurs du passé que le rejet de la culture de l'impunité dans le cadre du *Fampihavanana*. Tout cela constitue l'objectif de la réconciliation nationale, allant de la communauté de base au niveau national, en vue du règlement durable des crises politiques cycliques traversées par notre pays, pour assurer un développement durable et équitable de toutes les régions de Madagascar. Exorciser le passé et bâtir un avenir de progrès en élaborant une dizaine de textes fondamentaux dont la Constitution, c'est la mission du Conseil National de Réconciliation (CNR) fortement inspiré des « *États généraux de la démocratie et des valeurs républicaines* » initiés par des organisations de la société civile : CDE, OIM/FNOIM, CNOE, SEFAFI, CONECS, FEDMINES, PME-BTP. Mais qui a vraiment peur de voir le CNR exercer sa mission dévolue par les Accords signés ?

L'État de droit est bafoué ces dernières années et encore plus ces dernières semaines. En principe, dans un État de droit, les gouvernants et les gouvernés doivent être soumis à des normes juridiques communes, sous le contrôle d'une Justice indépendante. Les Ordonnances 2009-012 et 2010-001, n'ayant même pas eu de visa de la « HCC », portent atteinte à l'État de droit et institue un régime dictatorial car l'Exécutif confisque arbitrairement le pouvoir législatif et une partie du pouvoir judiciaire. Ces Ordonnances iniques et unilatérales consacrent plus de pouvoir que celui d'un président de la République élu au suffrage universel. Une loi est faite pour durer ; or, par exemple l'Ordonnance 2010-001 qui est circonstancielle bafoue le principe de non rétroactivité des textes. Derrière les coups d'État permanents d'hier et d'aujourd'hui se trouve, à l'évidence, la même plaie... Il faut une justice impartiale pour garantir les libertés individuelles et baliser l'État de droit sinon on est dans une république bananière ubuesque.

Rien de crédible et de durable ne se fera, sans la participation des les forces vives de la Nation. L'État de droit est la seule balise d'une démocratie républicaine dont le fondement est l'égalité des citoyens et la justice sociale. Qu'on ne confonde pas vitesse et précipitation dans l'organisation des élections libres, justes et transparentes à travers une CENI réellement indépendante. Que la réconciliation nationale soit l'outil indispensable pour assumer enfin la « *vraie histoire de Madagascar* » de manière scientifique avec les matériaux en évitant le piège d'une « *version officielle* », puis construire une vraie Nation, refonder notre République et atteindre la démocratie et le développement durable sans que la politique ne prenne plus jamais en otage le progrès économique et social. Tout cela nécessite au moins un brin de patriotisme.

Antananarivo, le 20 Janvier 2010
Serge Zafimahova
Président du CDE, aplus.mg@free.fr